

Communiqué LDH

Paris, le 16 septembre 2011

Avec Guéant, 200 jours de campagne électorale pour donner la nausée

De déclarations en petites phrases, de projets en promesses, c'est l'évidence : le gouvernement entend mobiliser de grandes peurs, xénophobes et sécuritaires pour scander les campagnes électorales à venir, et pour préparer des alliances aussi dangereuses que nauséuses. Face aux crises montantes, face aux oukases des agences de notation et des « marchés », il a choisi ses cibles et ne cesse depuis la rentrée de les désigner à une vindicte populaire supposée réceptive. Après avoir qualifié les heureux « bénéficiaires » du RSA de fraudeurs, agité la perspective d'un énième fichier pour traquer les supposés fraudeurs à l'assurance maladie, il justifie l'espionnage illégal d'un journaliste par un service de police et indique que la « communauté comorienne de Marseille » est facteur de délinquance, rien de moins ! Adossé à sa politique du chiffre, il réquisitionne en dehors de tout cadre légal un tramway parisien pour « éloigner » des familles roms et place – toujours illégalement – des enfants en rétention. Car un enfant expulsé, c'est une unité de plus dans la statistique...

Pour faire bonne mesure, il exhume une proposition rancie d'encadrement des jeunes délinquants par des militaires à la retraite et promet trente mille places supplémentaires de prison. Trente mille places qui seront, n'en doutons pas, immédiatement occupées, venant alimenter l'état structurel de surpopulation carcérale.

Ces gesticulations et cette hyper agitation, dont Claude Guéant assure la mise en scène afin de laisser Nicolas Sarkozy peaufiner une image censée être présentable de candidat à la présidentielle, est le signe d'une certaine impuissance. Mais elle est extrêmement inquiétante. La réactivation des thèmes xénophobes, la chasse aux pauvres ont bien évidemment à voir avec la promesse d'une austérité renforcée et présentée comme seule solution à la crise financière. Cette politique de boucs émissaires, qui vise à opposer les « étrangers » aux Français, les « vrais français » à d'autres qui le seraient moins, les « fraudeurs » aux « bons pauvres », les jeunes aux moins jeunes, se déploie sur un fond d'affaires qui ne cessent de surgir et resurgir, alimentant un dégoût de la chose publique et de l'investissement citoyen... Tout cela confirme s'il en était besoin, le lien étroit entre droits civils et sociaux, entre agressions sociales et reculs des droits, des libertés.

Cette situation peut conduire au pire. Elle implique qu'on lui oppose la perspective d'une société de solidarité, solidement campée sur le principe d'égalité républicaine. C'est pourquoi la LDH entend redoubler d'efforts dans les jours à venir pour porter à la connaissance du plus grand nombre les propositions portées par le « Pacte pour les droits et la citoyenneté » dont elle est signataire avec quarante-neuf autres organisations associatives et syndicales. Il s'agit bien, face à la montée des agressions et des périls, face à l'organisation de la déliquescence démocratique, d'opposer la force d'un ensemble de propositions crédibles, tangibles, dessinant les valeurs d'une autre société, égale, solidaire et, sur ces bases, d'engager le débat avec les forces politiques et leurs candidats, avec l'opinion publique.